

### **Editorial**

Dans un numéro des CEMOTI que nous avons consacré en 1989 à « La Communauté européenne et la Turquie devant la question de l'adhésion : approche culturelle d'une relation politique »<sup>1</sup>, nous avons cerné<sup>2</sup> le facteur culturel dans les relations entre le monde occidental-chrétien et le monde musulman, l'imaginaire européen et ottoman-turc, mais aussi dans la mesure du possible, le non-dit dans les rapports turco-communautaires. Notre démarche n'était pas culturaliste, expliquant les comportements politiques à partir de leur seule motivation culturelle. Ce sur quoi nous voulions mettre l'accent, c'étaient surtout les perceptions et les représentations que les deux univers culturels ont et se font l'un de l'autre, et sur les mentalités collectives qui ont sur les rapports interétatiques un impact plus important que ne veulent bien le faire croire les démarches classiques dans la discipline des relations internationales.

Stéphane Yerasimos rappelait que les Turcs qualifiés par les auteurs byzantins de « Perses », et assimilés ainsi à l'ennemi héréditaire des Grecs et des Byzantins, étaient devenus des « Troyens » après avoir franchi l'Hellespont et encerclé Constantinople. Aujourd'hui encore, l'Europe se demande, écrivait-il, en 1989, si la Turquie ne serait pas le « cheval de Troie » de l'islam, la Grèce se posant comme l'éternel défenseur du boulevard de la civilisation et la Turquie continuant à camper aux portes de l'Europe qu'elle n'a pu conquérir ni par le sabre, ni par ses efforts méritoires d'occidentalisation, ni par ses bons et loyaux services pour les causes occidentales. La guerre de Troie était-elle donc à refaire ? Dans son analyse du contenu des bandes dessinées parues récemment et portant tout ou partie sur les Turcs, Alain Servantie révélait que tous les clichés habituels fonctionnent encore : exotisme oriental, hommes puissants et cruels, femmes objets sexuels.

L'étude du versant européen des attitudes était poursuivie avec celles des trois pays communautaires face à la demande d'adhésion turque. Andrew Mango rappelait que la demande d'adhésion à la Communauté européenne faite par la Turquie en avril 1987 n'est discutée en Grande-Bretagne que par des spécialistes. L'opinion publique en savait peu, et s'en préoccupait encore moins. Le sentiment général était plutôt favorable à l'adhésion, tout en l'envisageant à très longue échéance. Depuis plusieurs décennies les relations entre la France et la Turquie, écrivait de son côté Didier Billion, ont été ponctuées par des moments d'étroite collaboration succédant étrangement à des périodes de tensions et de méfiance réciproque. S'appuyant à la fois sur une mise en perspective chronologique, sur une analyse des racines du contentieux franco-turc (aspect culturel, dossier arménien, questions politique et économique) l'article faisait le point sur l'état des relations entre les deux pays en 1988. Jean Catsiapis soulignait enfin que mis à part le problème de Chypre, les relations gréco-turques s'étaient globalement améliorées et les obstacles mis par Athènes sur le chemin de l'adhésion turque, essentiellement d'ordre politique et territorial, sont peu contraignants.

L'un des auteurs de ce dossier, Stéphane Yerasimos a choisi ici d'étudier, en tant que coordonnateur, l'autre versant des choses, à savoir l'attitude de la Turquie et des Turcs (et des Kurdes qu'il s'agisse de leur pays ou de la diaspora, puisqu'il s'agit non pas de la candidature « turque » mais de celle de la « Turquie ») envers la question de l'adhésion. Malgré l'ancienneté des relations entre la Turquie et la CEE la candidature de ce pays en vue de son adhésion à l'UE ne commença à se concrétiser que depuis le sommet de

1 Numéro 8 / juin-déc. 1989 / 193 pages.

2 Voir en particulier Semih Vaner, « Les relations turco-communautaires : pertinence et limites de l'approche culturelle », p. 5-16 ; Stéphane Yerasimos, « La paix de Troie aura-t-elle lieu ? », p. 17-24 ; Alain Servantie, « Les médias modernes à grande diffusion, véhicules de stéréotypes politiques, bandes dessinées sur la Turquie », p. 25-75 ; Andrew Mango, « La candidature de la Turquie vue de Londres », p. 79-85 ; Didier Billion, « L'attitude française », p. 87-107 ; Jean Catsiapis, « L'attitude de la Grèce face à la demande d'adhésion de la Turquie aux Communautés européennes », p. 109-116.

Helsinki en 1999 et surtout depuis l'arrivée au pouvoir du Parti de la Justice et du Développement (AKP) aux élections de novembre 2002. L'ampleur des réformes entreprises depuis pour satisfaire aux critères de Copenhague a surpris, mais a également révélé les réticences et les malentendus de part et d'autre. Dans son introduction au dossier, S.Yerasimos relève que l'opposition à l'Europe (quant à l'opposition il y a) n'est pas religieuse, ou même liée à l'affirmation d'une identité culturelle dont la religion ferait partie, mais nationaliste et souverainiste. « Deux siècles et demi de recul entre l'échec devant Vienne en 1683 et la fin de la Première Guerre mondiale, ainsi que la conquête russe du Caucase, ont déversé sur l'Anatolie des populations musulmanes qui constituent aujourd'hui une composante essentielle de la nation turque. En gardant vivace le traumatisme du dépècement, elles forment le substrat du souverainisme et l'appui d'un Etat sourcilieux et méfiant envers toute tendance centrifuge ».

Baskin Oran s'interroge sur le concept de « souveraineté nationale », à travers le débat sur les minorités, la question linguistique, le principe de "l'intégrité indivisible de la nation". Il revient aux notions de ce qu'il appelle "sous-identités" (turque, kurde, géorgienne, arménienne, etc.), terme quelque peu discutable, ainsi que de celle de "supra identité" (ottomane) dans l'Empire ottoman. Il souligne que la « supra identité » a changé dans la république (« turque »), ce terme ayant une connotation culturelle et non raciale. Il cite néanmoins des cas aberrants, notamment au cours de la décennie 1930, qu'il attribue à l'influence des idées de facture européenne. Il rappelle à juste titre que même les Turcs musulmans les plus instruits et progressistes appellent les non-musulmans de « Rum » (Grec) ou d'« Ermeni » (Arménien), et non de « Turc ». Il est vrai que la question est à double tranchant ; si c'était l'inverse, cela aurait pu être interprété comme une attitude nationaliste voire « raciste ». Il revient au vieux débat sur les minorités, en faisant la part des choses entre l'idéologie officielle et les Kurdes nationalistes.

B. Oran rappelle aussi que Mustafa Kemal a utilisé durant la guerre de libération nationale (1919-22) la « supra identité territoriale », autour de la notion de « Turquie » (le peuple de Turquie, la nation de Turquie, l'armée de Turquie, la jeunesse de Turquie, etc.) à la place de « turque » (la nation turque, l'armée turque, etc). Après la proclamation de la République, il a choisi de se servir de ces dernières et s'il n'avait pas fait ainsi il aurait mieux contribué, selon l'auteur, au processus d'intégration. Pour la période récente, enfin, il insiste sur la libéralisation dans le cadre des « paquets d'harmonisation », sur l'enseignement des langues étrangères, sur l'audio-visuel, les fondations, etc. Pour Baskin Oran « a comeback seems most unlikely ».

Nicolas Monceau examine les principales tendances de l'opinion publique turque sur la question de l'adhésion. En s'appuyant sur les données des enquêtes Eurobaromètres, réalisées par la Commission européenne, et sur celles d'instituts turcs, il analyse plus particulièrement trois dimensions constitutives des attitudes des citoyens turcs vis-à-vis du processus d'intégration européenne : les attentes et les aspirations vis-à-vis de l'UE; la perception générale de l'UE et les sentiments d'identification nationale et européenne et, enfin, la connaissance des institutions européennes et la confiance ressentie à l'égard de l'UE. Dans une perspective comparative, avec les Etats membres de l'UE et les autres pays candidats, il propose une série d'interprétations concernant les grandes évolutions de l'opinion publique en Turquie.

En définissant comme objectif ultime d'atteindre le niveau de la civilisation occidentale depuis la fondation de la République turque en 1923, l'idéologie nationale n'a-t-elle pas exercé un effet catalyseur sur la formation d'un consensus autour de cette question au sein de l'opinion publique en Turquie? En second lieu, on peut s'interroger sur le poids des variables politiques et économiques dans l'orientation de l'opinion publique. De nombreux travaux ont mis en évidence les relations entre la courbe des attitudes pro-européennes et l'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques (comme le taux de chômage ou le taux de croissance du PIB) au sein des pays membres de l'UE.

La mobilisation très forte des citoyens turcs en faveur de l'intégration européenne de la Turquie se conjugue avec une profonde méfiance, voire une suspicion, à l'égard de l'UE. Le risque de déception apparaît ainsi d'autant plus élevé au sein de l'opinion publique dans l'hypothèse d'une non-ouverture des négociations d'adhésion lors du Conseil européen de décembre 2004. La dimension économique et sociale de l'intégration

européenne, au sein de l'opinion publique, semble en effet fortement primer sur la dimension politique ou culturelle. En apparaissant d'ordre utilitariste, la motivation première des citoyens turcs met en évidence un déphasage persistant avec la position des élites politiques dont le discours officiel établit la légitimité de l'appartenance de la Turquie à l'UE avant tout sur le partage de valeurs – culturelles, sociales et politiques – héritées d'une histoire commune. Enfin, les résultats obtenus par les enquêtes Eurobaromètres contribuent à esquisser les contours d'un imaginaire européen de la Turquie. L'Europe semble largement demeurer une terra incognita, dans les représentations de l'opinion publique turque.

Hamit Bozarslan qui a tant apporté à notre revue, dans le passé, sur le plan scientifique, n'a pu cette fois-ci, contenir sa « colère » au nom des "siens". Il a choisi, pour des raisons qui lui sont propres de nous « secouer », comment dire, de nous « provoquer ». Nous savons que, et lui sans doute mieux que quiconque, que les droits ne « se donnent » pas avec « générosité », mais « se prennent » raisonnablement, légitimement, par de longues et patientes négociations, par le dialogue sans cesse renouvelé, tout en sachant que ceux qui les prennent, ne les donnent jamais facilement, par la suite, aux autres, car il y a toujours un « autre », une « minorité » par rapport à toute « majorité ». L'une des questions qui se posent aujourd'hui est non seulement l'attitude et la responsabilité de l'Etat que l'on ne saurait réduire, sans courir le risque d'être simpliste, à sa seule « profondeur » face à des questions essentielles comme les droits culturels, la citoyenneté, le développement social et économique, mais aussi celles d'une communauté et de ses élites face à des problèmes aussi urgents que la démocratisation, le dialogue, en dehors des provocations, des manipulations, de la violence fortuite, et contre productive.

Deux études portent sur l'économie. A travers les attitudes de deux grandes organisations patronales, Deniz Akagül étudie les motivations profondes qui sont derrière leurs positionnements face à l'intégration européenne. L'une, « urbaine », la TÜSİAD qui veut s'affranchir de la tutelle du pouvoir politique national et élargir sa liberté d'action dans le cadre d'une régulation plus libérale, voit positivement la modification. En revanche, pour les membres de la MÜSİAD, plus « provinciale », plus conservatrice, les avantages et les inconvénients découlant de l'adhésion de la Turquie se présentent sous une forme paradoxale. D'un côté, elle leur permet d'accéder aux bénéfices des ressources publiques grâce à l'accession au pouvoir d'une formation qui leur est proche. Mais d'un autre côté, elle restreint le champ d'action de ce pouvoir, lequel sera réduit en fin de compte à assumer le scénario de la « camisole dorée ».

Les motivations divergentes qui sont derrière les attitudes respectives des principales organisations patronales turques vis-à-vis de l'UE illustrent la diversité des processus d'accumulation qui caractérise les capitalismes turcs. Pour le grand capital, le temps d'un espace de régulation national à l'abri duquel il a prospéré est révolu et l'adhésion à l'UE présente l'opportunité de se libérer des contraintes imposées par un État nation devenu encombrant dans la poursuite d'une accumulation à l'échelle mondiale. En revanche, pour ceux qui ont entamé leurs accumulations plus tard et qui regrettent l'affaiblissement de cet espace de régulation, l'adhésion à l'UE constitue une menace qu'il faut combattre. Enfin, pour une dernière catégorie qui connaît des difficultés pour influencer le pouvoir politique de l'espace de régulation national, l'adhésion se présente sous la forme d'un dilemme : si elle leur permet d'assister enfin à l'accession au pouvoir d'une formation qui servirait leurs intérêts, elle réduit en revanche la portée de ce pouvoir fraîchement conquis en imposant des transferts importants de souveraineté.

Ahmet Insel se pose la question de savoir pourquoi la Turquie ne bascule pas « dans une spirale hyper-inflationniste ». Les traits distinctifs qu'il relève concernant ce qu'il appelle « le système politique engendré par le régime autoritaire à la suite du coup d'Etat », sont autant de questions qui se posent dans la problématique de l'intégration : absence de droit de grève pour le secteur public et un droit de grève fortement limité pour le secteur privé, des libertés syndicales réduites et une très faible protection sociale du travail ne permettant guère aux salariés de disposer de capacités de négociation suffisante avec les employeurs.

La longue séquence de forte inflation qu'a connue l'économie turque durant le dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle a bouleversé la répartition des revenus au détriment des revenus de

travail et a accentué le chômage urbain et le sous-emploi rural. Par-dessus tout, en permettant un enrichissement facile, elle a engendré une forte érosion des valeurs éthiques dans une période de rapide transformation sociale. L'auteur suggère également de quitter un moment le terrain de l'analyse économique et étudier de plus près le lien entre la sphère politique-étatique et la sphère économique, autrement dit étudier les deux décennies écoulées en Turquie sous l'angle des conditions de reproduction du régime sécuritaire et son corollaire, l'état permanent d'exception. La permanence de la forte inflation pourrait être analysée comme l'expression d'un compromis socio-politique dans un environnement marqué par la perte générale de la confiance des acteurs économiques et politiques turcs. L'amélioration des indicateurs de confiance que l'on constate dans les sondages d'opinion d'une part, la rapidité de la désinflation, d'autre part, semble confirmer cette hypothèse

Une autre étude (Riva Kastoryano) concerne la communauté immigrée. Une première approche répond aux demandes des Turcs d'Europe qui expriment leurs intérêts en tant que résidents et/ou citoyens des Etats membres mais en même temps manifestent leur lien et leur attachement à une identité vécue comme d'origine. Une deuxième approche répond à la demande de la Turquie en Europe qui s'exprime par son désir d'adhésion et la mobilisation en vue d'aboutir à cette fin. En réalité les deux approches sont liées, selon l'auteur, par leur référence à l'Etat turc. Il convient à ce propos de ne pas sous-estimer les réseaux issus de la société turque. Stéphane de Tapia, autre spécialiste de la migration turque estime par exemple que les "lobbies" turcs issus de la société et du terrain sont plus performants que les associations proches des institutions européennes. Les groupes transnationaux engagés dans la représentation européenne (comme l'ex Forum des Migrants) sont moins représentatifs que les fédérations politico-religieuses ou politiques (liées au MHP, au Refah / Fazilet / AKP etc.).

D'un autre côté, la surreprésentation des Turcs à travers l'UE est aussi due à leur dispersion qui différencie l'immigration turque des migrations post-coloniales. En effet, contrairement à l'immigration maghrébine qui se réfère surtout à la France et celle des populations de la péninsule indienne à la Grande-Bretagne, les migrants de Turquie, bien qu'une très grande majorité vive en Allemagne, perçoivent l'Europe comme un espace « indifférent », une perception qui donne un sens à l'importance de leurs réseaux de solidarité

Le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan a fait évoluer la politique chypriote de la Turquie conformément à sa politique européenne afin d'éviter que ce dossier soit un obstacle à l'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE, et ce malgré l'échec du plan Annan dû au « non » des Chypriotes grecs le 24 avril 2004, ainsi qu'il ressort du texte sur Chypre (Gilles Bertrand). Toutefois, la question garde son acuité avec l'intégration de la partie chypriote-grecque dans « le club », et souvent, même les analystes censés être les plus avertis n'échappent pas aux stéréotypes anti-turcs (« l'occupation du nord de Chypre », « la partition que veut Ankara ») les plus usés. Le philhellénisme est « politiquement correct ». Tant mieux pour le philhellénisme (pas pour le « politiquement correct »), parfois il est vrai intéressé ou romantique, naïf. L'inconvénient pour le politologue est que quand l'on n'a que des partis pris et de bons sentiments, l'on a tendance à accabler « l'adversaire » à déverser sur lui tous les maux possibles et imaginables. Pire encore, on laisse dans l'ombre toutes les méthodes auxquelles ont recours pratiquement tous les Etats, d'une manière ou d'une autre, entre autres (et parfois plus que les autres) les Etats pour lesquels nous avons quelque sympathie mal cachée.

S. Yerasimos conclut son introduction en se demandant : « Pour finir, et même si ce dossier a comme objectif de regarder la question du côté turc, on ne peut pas s'empêcher de se poser la question : et l'Europe dans tout ça? » Alain Servantie apporte quelques éléments de réflexion à ce propos, dans un texte hors dossier. Pour s'opposer à une adhésion de la Turquie à l'UE, rappelle-t-il, certains milieux affirment que ce pays n'appartient ni culturellement, ni historiquement, ni géographiquement à l'Europe. Il estime que les arguments avancés ne tiennent pas compte de la complexité historique de l'Europe du Sud-est et de l'imbrication des différentes cultures dans des frontières géographiques qui fluctuent au fil des événements politiques et ne peuvent être juridiquement déterminées. A un moment où le critère géographique sert de repère pour

définir l'eupéanité, il nous apprend qu'en ce qui concerne la mention que seulement 3% du territoire turc se trouve en « Europe », il convient de rappeler que quand la France a signé le traité créant la CEE, seulement 18% de son territoire se trouvait en Europe continentale.

Évoquer la différence culturelle substitue un concept vague d'« Europe culturelle » à une obsolète opposition religieuse, basée sur la crainte du pouvoir d'attraction d'un Islam hédoniste, selon un schéma intellectuel présentant le Turc comme l'image inversée de l'Européen. Les relations internationales séculaires entre l'Empire ottoman et l'Europe montrent au contraire une continuité politique, juridique et culturelle, qu'une idéologie destinée à l'opinion interne des monarchies absolutistes – la condamnation du despotisme oriental – a contribué à nier. « Les images passées restent confusément gravées » écrit-il « dans l'inconscient collectif, subsistent fossilisées, comme les 'ondelettes' de vagues qui n'en finissent pas de s'aplatir, comme les neurones les plus anciens dans les cerveaux fatigués de vieillards alzheimerisés ».

Ayhan Kaya part d'une conférence prononcée par Will Kymlicka à l'université Bilgi à Istanbul, en novembre 2003, sur les modèles occidentaux des droits des minorités, et plus particulièrement de la notion d'« unité dans la diversité », pour revenir à la question des « minorités » non pas au sens juridique du terme, mais plutôt au sens sociologique et politique. Il estime que le schéma de Kymlicka qui consiste à faire une distinction entre les revendications des minorités relevant de la justice en Occident, alors qu'elles concernent la sécurité en Europe centrale et orientale, est valable également pour la Turquie. Il estime qu'il y a deux manières d'appréhender la diversité dans le contexte turc comme du reste dans les autres contextes : la diversité comme phénomène et la diversité comme discours/idéologie. La diversité fut rejetée comme phénomène par l'élite politique. Néanmoins, on ne peut selon l'auteur, occulter les indices récents et forts de la reconnaissance par l'Etat des différences ethniques, religieuses et culturelles.

Avec l'étude de Florence Toix, nous quittons le domaine inépuisable des relations Turquie/Union européenne, pour nous éloigner des frontières du vieux continent. Il s'agit de l'analyse de l'évolution des enjeux et des représentations associés à la frontière afghane du Pakistan et de ses territoires adjacents, de 1947 à aujourd'hui. Cette zone est devenue une marche néo-impériale d'extension du Pakistan, à la recherche d'une illusoire « profondeur stratégique ». L'auteur questionne l'actuelle valeur stratégique, politique et identitaire de cette ligne symbolique que fixe le statut de frontière internationale et il évalue les termes et les chances de son processus de normalisation, initié par les Américains dans le contexte de leur lutte anti-terroriste, la frontière étant devenue l'un des principaux sanctuaires mondiaux du terrorisme international. Nous restons en Asie centrale avec Luigi De Martino qui nous livre une étude sur le rôle de la Suisse dans la région notamment en tant que représentante du Kirghizstan, du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan auprès des institutions de Bretton Woods.

Dans « Contrepoint » S. Gangloff vous propose un retour aux Balkans, au « choc des civilisations », au niveau des discours des iconographies et des constructions identitaires. Tout en reconnaissant que les religions servent de critères d'identification, elle s'interroge sur l'influence réelle de ces derniers et notamment sur leur capacité de mobilisation. Les pays balkaniques construisent leur identité, la formulent et la diffusent essentiellement autour d'une valorisation vis-à-vis de « l'Occident ». Elle insiste sur les rhétoriques imagées les associant, les reliant, les confondant à l'Occident, à la civilisation occidentale ou à ses attributs. Elle considère que cette rhétorique du pont est en fait aussi – en tout cas pour l'est des Balkans, de la Turquie ou du Caucase – la rhétorique du pauvre. On peut se poser la question de savoir si ce phénomène est limité à cette région et si d'autres Etats, comme l'Espagne, pour ne citer que ce seul exemple, ne cherchent pas à jouer ce même rôle, il est vrai autour d'autres thématiques.

Nadège Ragaru, spécialiste des Balkans, a accepté de rejoindre le Comité de rédaction de notre revue. Nous lui souhaitons la bienvenue.

Semih Vaner